

N° DP 23/867

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE SUR LE SITE DE LA PRESQU'ILE DE GIENS, N°83-327, SECTEUR D'ESCAMPO- BARRIOU, LIEUDIT DE LA POINTE DES SALIS - GERE PAR LA METROPOLE TPM - COMMUNE DE HYERES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la compétence « Actions de Valorisation du Patrimoine Naturel et Paysager » acquise lors du passage en Métropole au 1^{er} janvier 2018,

VU la décision métropolitaine n° 20/357 du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral incluant le massif de la Colle Noire signée le 28 septembre 2020,

VU la demande de la société de production Chapter 2 en date du 14 mars 2023,

VU le projet de Convention d'Occupation Temporaire (COT), ci-annexé,

CONSIDERANT que dans le cadre du tournage du film « Le Comte de Monte Cristo », la société CHAPTER 2 a sollicité l'autorisation conjointe du Conservatoire du Littoral, propriétaire foncier, et de la Métropole, gestionnaire des sites du Conservatoire du Littoral situés sur son territoire, pour utiliser le site de la Presqu'île de Giens –plus particulièrement Le secteur D'Escampo Barriou, lieudit de la Pointe des Salis,

CONSIDERANT que la Métropole, gestionnaire (en substitution de la Commune de Hyères), souhaite répondre favorablement à la demande d'utilisation du site susvisé par la société CHAPTER 2,

CONSIDERANT que la convention d'occupation temporaire afférente consentie revêt un caractère précaire et révocable,

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire est consentie pour une période de 2 (deux) journées au maximum, entre les 21 et 28 septembre 2023 (dates de report possibles en cas de mauvaise météo, entre le 11 septembre et le 06 octobre 2023),

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire est consentie moyennant le règlement d'une redevance de 4 050,00 €, payable auprès de M. le Trésorier Principal Municipal, au plus tard au 15 septembre 2023,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER, dans le cadre d'une Convention d'Occupation Temporaire, la société CHAPTER 2 à procéder au tournage de prises de vue sur 2 journées entre le 11 septembre et le 6 octobre 2023 (selon la météo), sur le site de la Presqu'île de Giens, et plus particulièrement sur le secteur d'Escampo Barriou – lieudit de la Pointe des Salis.

ARTICLE 2

DE SIGNER la Convention d'Occupation Temporaire susvisée entre le Conservatoire du Littoral, la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, et la société de Production CHAPTER 2.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes correspondantes seront affectées à l'Opération 703 Fonction 511 Article 70323 du budget principal pour l'année 2023.

La présente Décision sera

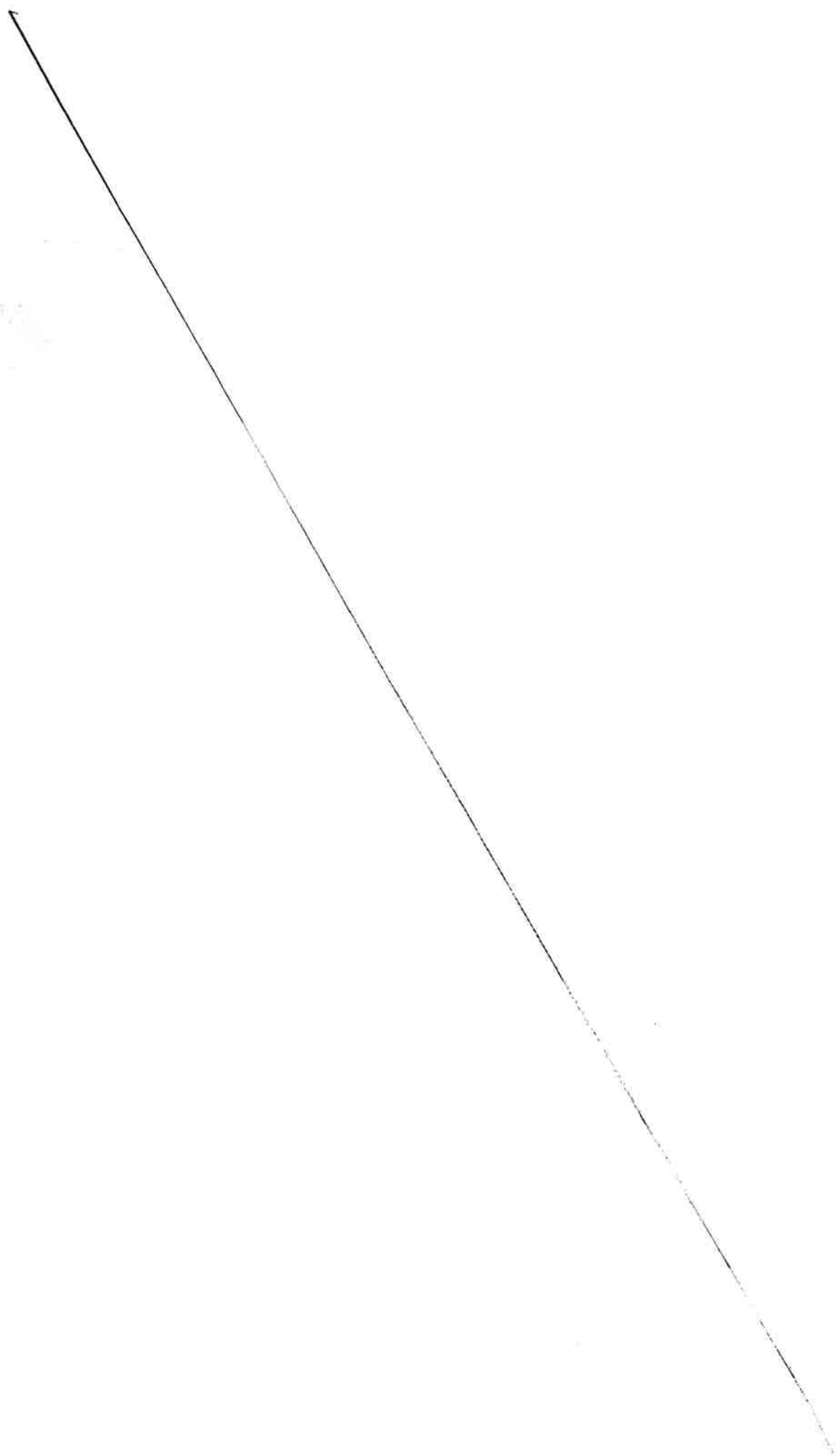
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 SEP. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE**

**Sur le site de la Presqu'île de Giens, N° 83-327,
Secteur d'Escampo-Bariou, lieudit de la pointe des Salis**

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le plan de gestion des sites Hyérois (hors îles) de 2019

Vu la convention de gestion des sites métropolitains de septembre 2020

ENTRE,

- Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, rue Jean-Baptiste Audebert, CS 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par sa Directrice, *Mme Agnès VINCE*,
ci-après dénommé "**Conservatoire du littoral**",

- La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83 041 TOULON CEDEX, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole en application de la délibération métropolitaine n° 23/05/078 du 04 mai 2023, gestionnaire du site par convention de septembre 2020.
ci-après dénommé « **Gestionnaire** »

d'une part,

ET

- La société de production CHAPTER 2, Film : « LE COMTE DE MONTE-CRISTO » 14, rue de la comète – 75007 PARIS représentée par Monsieur Guinal RIOU,
dénommée ci-après "**Bénéficiaire**",

d'autre part,



IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : RAPPEL DE LA MISSION DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire du littoral a pour mission de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (article L.322-1 du Code de l'Environnement).

A ce titre, le Conservatoire du littoral n'a pas vocation à accueillir des manifestations sportives, culturelles ou des tournages de film. Il demeure cependant le seul, en tant que propriétaire, à pouvoir délivrer, à titre tout à fait exceptionnel, une autorisation ponctuelle et non reconductible, par voie d'une COT, pour une manifestation qui ne risque pas d'entraîner des modifications significatives sur les parties aménagées et les milieux naturels.

En tout état de cause, le Conservatoire du littoral se réserve le droit d'interdire les prises de vue qui serviraient de support à des propos, des produits ou des actes qui porteraient atteinte aux lois et règlements en matière d'environnement.(voir article 3.2 ci-après)

Sous ces remarques préalables et les conditions ci-après mentionnées, l'Organisateur est autorisée à occuper les parcelles visées en annexe du site de la Presqu'île de Giens n° 83-327

ARTICLE 2: OBJET ET DATE DE LA MANIFESTATION

Il est pris acte de la demande en date du 14/03/2023 du bénéficiaire qui pourra organiser entre les 21 et 28 septembre 2023 (dates de report possibles en cas de mauvaise météo, entre les 11/09 et 06/10) le tournage de prises de vue sous forme de film « **le Comte de Monte Cristo** » sur le site de de la Presqu'île de Giens (secteur d'Escampo-Bariou, pointe des Salis), propriété du Conservatoire du littoral, **y compris dans les bâtiments (ouvrages militaires de l'ancienne batterie et phare à bain d'huile).**

La période de repérage des lieux précédant l'occupation effective des lieux n'est pas prise en compte pour le calcul de la redevance prévue à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 3: OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3.1. Un état des lieux sera établi avant et après la manifestation, en présence du bénéficiaire, ainsi que du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.2. Le bénéficiaire s'engage à ne pas tourner des images susceptibles de porter atteinte de manière directe ou indirecte aux bonnes mœurs, aux milieux naturels et à l'environnement en général. Il fournira à cet effet au Conservatoire du littoral et au gestionnaire un synopsis de son projet de prises de vue.

En outre, avant toute diffusion, le bénéficiaire associera le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire au visionnage du PAD (Prêt à diffuser).

Sans que cela ne remette en cause l'œuvre de création artistique, le bénéficiaire s'engage à retirer du montage les séquences pouvant avoir des effets manifestement négatifs pour la protection du site.

3.3. Le bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de la manifestation. Il souscrit pour cela les assurances nécessaires. **Il s'assurera spécifiquement si des animaux sont introduits sur le site.** Il est notamment responsable de la sécurité des participants et des tiers lors de la manifestation, ainsi que de leur information sur ses obligations vis à vis du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.4. Le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire « Métropole Toulon Provence Méditerranée » ne pourront aucunement être tenus pour responsable, en cas d'accident, ou de dommage porté à un membre salarié ou vacataire du bénéficiaire, ou à un tiers. L'équipe de tournage sera constituée de 80 personnes au maximum, dont seulement une quinzaine pourra accéder à la pointe des Salis pour les besoins du tournage.



3.5. Le bénéficiaire est responsable de la surveillance de la manifestation et s'engage à prendre toutes les mesures utiles et installer toute la signalisation nécessaire à la sécurité des biens et des personnes.

Pendant toute la durée d'occupation de la zone, l'Organisateur prendra l'attache de Monsieur **Franck BERTRAND au 0611660159** et/ou Monsieur **Yann CORBOBESSE au 0676478848** qui représenteront le Conservatoire et le gestionnaire « Métropole Toulon Provence Méditerranée ». L'Organisateur devra tenir compte des conseils et interdictions qui seront formulés par ces personnes ou leurs représentants.

3.6. Pendant toute la durée du tournage, le bénéficiaire prendra l'attache de M (*garde, garde-gestionnaire...*) qui sera son interlocuteur privilégié et représentera le Conservatoire du littoral et le gestionnaire. Le bénéficiaire devra tenir compte des conseils et interdictions qui seront formulés par cette personne.

3.7. Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur affectant le site. Il s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur sur les sites (Sites Classés, Natura 2000, etc...).

Dans le cadre de la prévention contre les incendies de forêts il est strictement interdit d'utiliser du feu. Tout apport de feu en forêt est formellement interdit (usage de la cigarette, camping gaz ou autre dispositif à combustion) en application de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 portant règlement de l'emploi du feu dans le département du var.

En cas de constat d'une personne en train de fumer celle-ci sera systématiquement verbalisée.

Le bénéficiaire s'engage à ne faire circuler aucun véhicule sur les zones naturelles.

Les véhicules peuvent cependant utiliser les aires de stationnement ou les pistes existantes prévues à cet effet. Chaque véhicule de l'organisateur devra être identifiable par un signe distinctif.

Le bénéficiaire veillera à refermer les barrières de fermetures des pistes à chaque passage de véhicule.

En cas de classement en risque d'incendie très sévère ou extrême (couleur rouge), information consultable sur le site de la Direction Départemental des Territoires et de la mer via le lien suivant. <https://www.risque-prevention-incendie.fr/var/> (bulletin actualisé la veille pour le lendemain avant 19H), tout accès au site sera interdit en application de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018 réglementant dans le département du var la pénétration dans les massifs forestiers, la circulation et le stationnement sur certaines voies les desservant et l'usage de certains appareils et matériels à l'intérieur de ces massifs.

3.8. Le bénéficiaire s'engage à ne pas entraver le libre accès gratuit au site pendant la durée d'occupation de la zone. Toutefois, il est autorisé à limiter l'accès au public aux abords directs des installations (décor) et des scènes de tournage.

3.9. Le bénéficiaire s'engage à utiliser du matériel en conformité avec la réglementation en vigueur et de ne pas troubler les émissions radioélectriques du secteur.

L'ensemble des fluides (eau, électricité...) nécessaire pendant la durée de la manifestation sont à la charge du bénéficiaire .

3.10. Le bénéficiaire s'engage à n'occasionner aucune dégradation sur le sol, les équipements, les bâtiments ou les végétaux au cours de la manifestation. Il s'engage à remettre les lieux en parfait état de propreté dans un délai de 3 jours après la fin du tournage ***et à déposer et évacuer tous les équipements légers installés pour les besoins du tournage qui auraient été autorisés.***



Si par accident des dégâts étaient occasionnés au terrain ou aux bâtiments, le bénéficiaire s'engage à prendre en charge la totalité des réparations au vue des devis que le Conservatoire du littoral fera établir par des entreprises compétentes.

Les travaux de réparation seront engagés sous quinzaine par le bénéficiaire dès réception des devis émis par les entreprises retenues par le Conservatoire du littoral.

Tout délai supplémentaire qui serait dû à des retards ou des négligences du bénéficiaire entraînerait une pénalité de retard de 460 € par jour ouvrable payable auprès du comptable public de la Métropole TPM .

3.11 Le Bénéficiaire s'engage à réaliser les scènes de tournage en dehors des zones mises en défens. L'accès à la zone de tournage sera exclusivement piéton.

3.12 Le bénéficiaire s'engage à respecter l'intégrité des plantes protégées par arrêté ministériel : Sur la pointe des Salis du secteur d'Escampo-bariou, lieu prévu pour le tournage, quelques plantes protégées sont présentes aux abords des accès à cette pointe ; il s'agit de *Limonium pseudominutum*, le statice nain et *Plantago subalata*, le plantain en alêne. Une attention particulière sera donnée à la conservation de ces espèces rares et menacées. Toute destruction constituera comme un délit

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le bénéficiaire s'engage au versement d'une somme de 2700€ par jour de tournage et 1350 € forfaitairement pour le montage et démontage des décors , soit au total la somme de **4050 €**, adressée à Monsieur l' Agent Comptable de la Métropole TPM, au plus tard le 15 septembre 2023 .

ARTICLE 5 : IMAGE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET DU GESTIONNAIRE

Le bénéficiaire est autorisé à mentionner le nom du Conservatoire et du Gestionnaire dans l'information délivrée auprès du public, avant, pendant et après le déroulement de la manifestation à condition de rappeler les missions de l'Etablissement et le rôle du Gestionnaire.

ARTICLE 6 : RESILIATION et LITIGES

Si le bénéficiaire ne respecte pas l'une des obligations prévues à l'article 3, le Conservatoire résiliera de plein droit la présente convention d'occupation temporaire, sans que le bénéficiaire ne puisse réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Le bénéficiaire devra évacuer les lieux et l'ensemble de son matériel dans un délai de 3 jours. sans préjudice de l'application de l'article 3.10 ci-dessus.

La présente COT étant un contrat administratif, en cas de litiges seul le tribunal administratif de TOULON est compétent.

ARTICLE 7 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente COT est établie en trois exemplaires originaux, paraphés sur chacun des feuillets, par chacune des parties.

Fait à Paris; le 28/08/23

Le bénéficiaire

Le Gestionnaire

Le Conservatoire du littoral



CHAPTER 2 "LE CONTE DE MONTE CRISTO"
114 Rue de la Comète 75007 Paris
SIRET 480 332 972 000 52 - APE : 5911C
N° TVA INTRACOMM. FR 05 480 332 972



Annexe n°1

Barème pour Tournages de film, clips, documentaires, prises de vue...(CA 27/11/2018)

$\text{Redevance tournage} = (\text{Rj} \times \text{J}) + (\text{Rmd} \times \text{MD})$	
Redevance journalière tournage	Redevance journalière montage – démontage
soit pour le cas présent : redevance journalière, niveau 4 intérêt réciproque : 2700 € + 1 journée démontage/remontage : 1350 €	
Total redevance : 4050 €	

Où : Rj : redevance journalière €/j

J : nombre de jours

Usage 1	Var dim	Unités	Niveaux d'intérêt réciproque				
Usage 2			1	2	3	4	5
Tournages de films et prises de vues pour une période de 12 heures (8h-20h) de tournage							
Cinéma (Long métrage), Publicité							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j	450 €	900 €	1 800 €	2 700 €	3 600 €	
Cinéma (Court-métrage et Moyen-Métrage)							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j	75 €	150 €	300 €	450 €	600 €	
Télévisions (Fiction, Programme de flux)							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j	300 €	600 €	1 200 €	1 800 €	2 400 €	
CLIP - Film institutionnel							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j	250 €	500 €	1 000 €	1 500 €	2 000 €	
Documentaire							
Redevance journalière de tournage pour des équipes < 50 personnes	en €/j	100 €	200 €	400 €	600 €	800 €	
Prise aérienne							
Hélicoptères, ULM, Avion basse altitude	en €/j	250 €	375 €	500 €	750 €	1 000 €	
Drone	en €/j	50 €	75 €	100 €	150 €	200 €	
Tournage de nuit, dimanche ou jours fériés							
Redevance par nuit, dimanche ou jour férié de tournage	en €/n	Majoration de 50% du tarif concerné					
Montage et Démontage							
Redevance par journée de montage et démontage	en €/jmd	Abattement de 50% du tarif concerné					
Nombre de personnes supérieur à 50							
Redevance augmentée par tranche de 50 personnes supplémentaires	en €/j	Majoration de 50% du tarif concerné					

Rmd : redevance journalière pour montage et démontage €/j

MD : nombre de jours de montages et démontages

Les valeurs sont définies pour chacun des 5 niveaux établis par le Conservatoire, en fonction de la sensibilité et du caractère des sites.

Il est précisé par ailleurs que :

- Il n'y a pas d'abattement au regard du nombre de jours de tournage
- Il n'y a pas d'abattement au regard du nombre de lieux de tournage choisis par la production
- Les périodes de stockage sont intégrées dans la période de montage et démontage



- *Indépendamment de la redevance éventuellement fixée dans le cadre de l'occupation du site, le Conservatoire du littoral (et son gestionnaire) peuvent exiger du bénéficiaire le dépôt d'une caution ou la consignation d'une somme permettant le cas échéant une remise en état des lieux si l'occupation entraîne des dégradations. La caution n'est pas encaissée. Elle est restituée au bénéficiaire dans la mesure où le site ne fait pas l'objet de travaux réparations. La consignation est levée dans les mêmes conditions.*



Annexe n°2

Emprises des Installations :





PLAN DE SITUATION

DÉCOR 1 : Batterie des salis

TOURNAGE : DU 27/09 et 28/09/2023



La logistique sera implantée sur les sites militaires



PLAN DE SITUATION

DÉCOR 1 : Batterie des salis

TOURNAGE : DU 27/09 et 28/09/2023

